



Paris, le 10 novembre 2025

Non à la répression anti-syndicale à Hénin-Beaumont !

Tribune parue sur Mediapart le 10 novembre 2025 :

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/101125/non-la-repression-anti-syndicale-henin-beaumont>

« Face à l'extrême droite et sa violence, nous devons faire front, ne pas leur céder un pouce de terrain. » Presque dix ans après s'être attaqué au secrétaire de la CGT des agent-es de la commune d'Hénin-Beaumont, Steeve Briois a engagé une procédure disciplinaire contre Djelloul Khéris, secrétaire de la section SUD Collectivités Territoriales. Un large collectif d'organisations et de personnalités appelle à un rassemblement lundi 17 novembre 2025 devant la mairie d'Hénin-Beaumont.

Après les associations et la culture, Steeve Briois s'en prend une fois de plus aux syndicalistes.

Presque dix ans après s'être attaqué au secrétaire de la CGT des agent-es de la commune d'Hénin-Beaumont, dont il est maire depuis 2014, Steeve Briois a engagé une procédure disciplinaire contre Djelloul Khéris, représentant du personnel et secrétaire de la section SUD Collectivités Territoriales de la commune d'Hénin-Beaumont.

Cette attaque n'est que la dernière d'une longue série visant les militant-es depuis la création de cette section : attaques nominatives dans la revue municipale, courriers adressés aux agent-es, propos insultants et diffamatoires visant parfois les familles. Sur les réseaux sociaux, S. Briois est allé jusqu'à qualifier publiquement des camarades de « cloportes » lors des manifestations du 1er mai.

Mais, pour la première fois, l'offensive est d'une telle ampleur qu'elle vise directement à exclure

un syndicaliste et à le priver de sa rémunération jusqu'à deux ans. C'est ni plus ni moins que de la répression anti-syndicale, une répression qui cherche manifestement à faire cesser toute action de résistance et de défense du service public et des agent-es au sein de la commune d'Hénin-Beaumont.

Les attaques se multiplient ces derniers mois ; l'extrême droite, déjà en position dominante dans certaines collectivités, montre qu'elle n'hésite pas à utiliser le pouvoir pour intimider et faire taire les organisations syndicales. D'autres villes (Beaucaire, Bollène...) ont vu la présence syndicale s'étioler face à la violence des attaques, au point que, à Beaucaire, des représentant-es du personnel, agent-es tiré-es au sort en l'absence de liste syndicale, ont finalement démissionné.

C'est la réalité du RN au pouvoir : loin du « on n'a jamais essayé », nous le subissons chaque jour en tant qu'agent-es, administré-es, syndicalistes et militant-es associatif-ves. En réalité, l'essayer, ce n'est pas l'adopter : c'est le dénoncer et le combattre.

Djelloul est un enfant du pays, investi dans la vie locale et dans diverses associations. On lui reproche, entre autres, un prétendu conflit d'intérêt. Le dossier disciplinaire a été construit exclusivement à charge, sans le moindre élément matériel fiable justifiant les accusations portées par le maire RN.

Dans le collimateur de l'exécutif d'extrême droite, il est évident que l'engagement syndical et les prises de position, notamment antifascistes, de Djelloul et de l'équipe syndicale expliquent les tentatives répétées de la municipalité de les neutraliser. Cette procédure disciplinaire apparaît comme une tentative d'affaiblir une voix critique qui porte haut les valeurs du service public, de l'intérêt général et de la solidarité.

La Fédération SUD Collectivités Territoriales, l'Union syndicale Solidaires, SUD CT 62 et les organisations signataires de cette tribune dénoncent ces agissements extrêmement graves visant un syndicaliste. C'est une attaque inadmissible contre le droit syndical, pilier de notre démocratie sociale, et contre la liberté d'expression des représentant-es du personnel.

Face à l'extrême droite et sa violence, nous devons faire front, ne pas leur céder un pouce de terrain. Nous appelons à un rassemblement le lundi 17 novembre 2025 dès 11h00 devant la mairie d'Hénin-Beaumont, sous les fenêtres de Steeve Briois, pour soutenir notre camarade lors du conseil de discipline.

Soyons nombreux-ses pour montrer notre solidarité et rappeler aux forces d'extrême droite qu'elles ne pourront pas briser le lien entre les travailleuses et travailleurs, leurs représentant-es et leurs organisations. Toucher à l'un-e d'entre nous, c'est nous attaquer toutes et tous !

Premiers Signataires :

Syndicats :

Union syndicale Solidaires
Fédération SUD Collectivités Territoriales
Confédération CGT
FSU
Solidaires Fonction Publique
Confédération paysanne
UNEF (Union nationale des étudiant-e-s de France)
Mouvement National Lycéen (MNL)
Solidaires Étudiant-e-s
Fédération SUD PTT
Fédération SUD Rail
SUD Rural Territoires
Sud CT 62
Solidaires 62
SNPES-PJJ-FSU
Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT)

Union régionale Solidaires des Pays de la Loire
Syndicat CGT du Conseil départemental de la Seine-Maritime
CSD CGT 76
FO Action Sociale 35
Union locale UNSa du douaisis

Associations, Collectifs et ONG

Les Amis de la Terre France
LDH (Ligue des droits de l'Homme)
MRAP
ATTAC France
VISA
SOS Racisme
AES (Alliance Écologique et Sociale)
NousToutes
Collectif Antifasciste du Bassin Minier
UJFP (Union Juive Française pour la Paix)
Collectif National pour les Droits des Femmes
Organisation de Solidarité Trans (OST)
Victoires Populaires
Réseau Féministe « Ruptures »
L'Escapade
Les Femmes Ont de la Voix !
RAAR
Observatoire national de l'extrême droite
Libre pensée
Les Amis de la Terre Paris
Les Amis de la Terre Normandie
APRES Arles/Alpilles
SOS Racisme Nord
ATTAC Centre-Essonne

Presse

FAKIR
BLAST

Partis politiques / Mouvements

La France insoumise (LFI)
Groupe parlementaire LFI
Les Écologistes
Les Jeunes Écologistes
Ensemble ! Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et Solidaire
NPA - L'Anticapitaliste
NPA - Révolutionnaire
Génération-s
L'Après
Réseau coopératif Gauche Alternative
UCL (Union Communiste Libertaire)